

Urgence : il faut sauver les forêts tropicales avant qu'elles ne disparaissent complètement !



© Neil Palmer/CIAT - Vue aérienne de la forêt amazonienne, près de Manaus, Brésil.

Deux crises globales menacent l'avenir de la planète et de l'humanité : le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité. L'accroissement des températures, les vagues de sécheresse, les ouragans plus fréquents vont altérer durablement les conditions de vie et provoquer des pertes économiques considérables. La disparition de la flore et de la faune sauvage contribuera à nous priver de ressources précieuses notamment pour l'alimentation et provoquera le dysfonctionnement de nombreux écosystèmes qui interviennent dans la régulation du climat et des grands équilibres naturels.

Ces pressions conjuguent leurs effets dévastateurs dans les forêts tropicales. Avec l'augmentation considérable des surfaces défrichées et des zones incendiées (qui ont plus que doublé cette année d'après les suivis satellitaires), le bassin amazonien est en passe de perdre son rôle de plus grand puits de carbone terrestre de la planète et de plus grand réservoir de biodiversité terrestre. Plus grande forêt tropicale humide, constituée d'environ 400 milliards d'arbres, la forêt amazonienne séquestre environ 20 % de tout le carbone de la biomasse terrestre. Brûler la forêt amazonienne, c'est donc libérer une quantité considérable de gaz à effet de serre et contribuer au réchauffement climatique global. Avec plus de 16 000 espèces d'arbres (à titre de comparaison, il y a 454 espèces dans toute l'Europe), une canopée culminant à plus de 30 m de haut, et une existence attestée depuis plusieurs dizaines de millions d'années, la forêt du bassin de l'Amazonie cumule tous les attributs d'un écosystème complexe offrant une extraordinaire variété de niches écologiques propices au maintien de la plus grande diversité terrestre. Elle englobe des groupes emblématiques tels que les félins, singes, grenouilles et

papillons mais aussi des groupes moins visibles tels que les champignons du sol et les organismes microscopiques. La plupart de ces espèces ne sont présentes que dans ces forêts tropicales et nulle part ailleurs. Couper un hectare de forêt amazonienne entraîne donc la perte d'espèces qu'on ne retrouvera plus jamais. Ce qui est avéré pour la forêt amazonienne l'est aussi pour les grands massifs forestiers tropicaux de l'Indonésie ou du bassin du Congo. Près de 12 millions d'hectares de forêts tropicales ont été détruits en 2018 (l'équivalent de la surface de la Belgique), avec en tête le Brésil (un million d'hectares comme vient de le confirmer l'INPE), le Congo (0,5 Mha) et l'Indonésie (0,3 Mha). Considérés comme des sanctuaires majeurs de biodiversité et conservant d'énormes stocks de carbone, notamment dans leurs sols, ces massifs sont défrichés à une vitesse et une ampleur aujourd'hui très alarmantes.

Les causes de ces déforestations massives, souvent associées à d'importants incendies, sont bien connues. Elles sont très clairement liées à la recherche de nouvelles terres agricoles pour servir de pâtures à un élevage bovin intensif en pleine expansion, pour cultiver le soja qui nourrit de gigantesques troupeaux, sur place ou ailleurs, ou pour planter de vastes étendues de palmiers à huile. Le Brésil est le premier exportateur mondial de viande bovine et le premier exportateur mondial de soja, essentiellement destiné à l'alimentation animale, surtout bovine. L'Indonésie et la Malaisie cumulent près de 90 % de la production mondiale d'huile de palme, essentiellement utilisée par l'industrie agro-alimentaire pour la fabrication de produits alimentaires à moindre coût (par ex. gâteaux, biscuits et chips, mais aussi plats cuisinés et même lait maternisé). Plusieurs pays d'Afrique centrale s'orientent aussi vers la production d'huile de palme, en détruisant massivement les grandes forêts primaires du continent. Rappelons ici que les forêts occupent en général les sols les plus pauvres, raison pour laquelle les paysans locaux ne les ont pas utilisés. Les cultures occupant désormais la place des forêts défrichées dans des systèmes agraires de type industriel qui, pour compenser la faible fertilité des terres, ont recours à l'emploi massif d'engrais qui accentue encore la fragilité des monocultures associées à l'usage systématique de produits phytosanitaires et/ou de plantes transgéniques.

Pour stopper la disparition en cours de ces bijoux inestimables que sont les écosystèmes forestiers tropicaux, il faut rapidement en supprimer les causes, toutes ancrées dans un modèle de commerce international de denrées agricoles ou alimentaires produites à coût économique minimal et coût écologique maximal. Localement, il convient donc de proposer des modèles de développement à faible empreinte environnementale et offrant ressources et emplois aux populations autochtones. Mais balayons devant notre porte : la responsabilité incombe d'abord aux pays développés qui importent et consomment ces matières premières produites sur les cendres de la forêt tropicale. Les gouvernements des pays riches doivent donc mettre en œuvre des mesures de réduction des importations de soja, huile de palme, cacao, caoutchouc, viande de bœuf, autant de produits clairement associés aux défrichements forestiers, notamment à l'occasion des négociations régionales et internationales d'accords de libre-échange. Ils doivent aussi permettre, voire imposer la traçabilité de l'origine de ces matières premières (à l'exemple des OGM en Europe). Les responsables des entreprises de l'agroalimentaire et de l'industrie de transformation doivent cesser d'utiliser les produits de l'agriculture ou de l'élevage issus de terres volées à la forêt et aux peuples autochtones qui les habitent. Enfin, nous tous devons adapter ou modifier notre mode de consommation et notre régime alimentaire pour privilégier les aliments qui n'auront pas été produits aux dépens des forêts tropicales. Toutes ces actions participeront à la nécessaire reconversion de notre système agricole européen pour le rendre plus durable.

Ici donc apparaît encore l'impérieuse et urgente nécessité de mener de front le combat vital pour atténuer le changement climatique et limiter l'érosion de la biodiversité.